



Conseil économique et social

Distr. générale
25 août 2016
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2017
30 janvier-8 février et 21 février 2017

**Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil***

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Alliance for Arab Women	3
2. Institut international des sciences politiques	4
3. Iraqi Development Organization	5
4. Islamic Women's Institute of Iran	6
5. Joan B. Kroc Institute for Peace and Justice	7
6. Krityanand UNESCO Club Jamshedpur	9
7. Le Conseil des jeunes congolais de l'étranger	10
8. Liberian United Youth for Community Safety and Development	11
9. Mahila Dakshata Samiti	12
10. Major Alliance Education Centre	13

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Match International Centre	14
12. New Future Foundation	15
13. Nigeria-Togo Association	17
14. Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre.	18
15. Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante	19

1. Alliance des femmes arabes

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Alliance des femmes arabes joue un rôle actif dans l'autonomisation des femmes sur les plans politique et économique, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes chefs de famille. Par l'intermédiaire de ses antennes situées dans différents gouvernorats d'Égypte, elle met en place des programmes de sensibilisation et organise des ateliers et des séminaires pour réaliser ses objectifs.

Objectifs et mission

L'organisation a été créée pour répondre à la nécessité d'autonomiser les femmes au niveau local en venant en aide aux groupes vulnérables des zones rurales d'Égypte.

Changements à signaler

Depuis février 2015, l'organisation a un nouveau président.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Alliance des femmes arabes a contribué à la rédaction du rapport parallèle sur Beijing +15 et établi des déclarations écrites en arabe et en anglais à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, le 4 mars 2010. Elle a également participé à plusieurs conférences, séminaires et ateliers organisés en 2015 par ONU-Femmes et la Commission de la condition de la femme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à diverses réunions d'ONU-Femmes convoquées pour examiner les questions concernant la violence à l'égard des femmes et l'autonomisation économique des femmes ainsi qu'aux réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme tenues entre 2012 et 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Alliance a organisé diverses manifestations consacrées, en particulier, à des questions concernant les femmes, notamment l'éducation et la santé.

2. Institut international des sciences politiques

Statut consultatif spécial: 2008

Introduction

L'Institut international des sciences politiques (IISP) entretient des relations de reconnaissance mutuelle et de coopération avec l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec plusieurs universités espagnoles et cabinets d'avocats et de conseil internationaux.

Objectifs

Cette organisation s'engage à fournir un forum permettant à des personnes ayant différentes convictions philosophiques et politiques d'échanger leurs vues.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IISP suit activement les travaux de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Il favorise le travail du Conseil économique et social des Nations Unies à travers son site Web. L'organisation a également participé activement, entre autres, aux réunions et aux événements suivants:

- Cours "politique et administration", avec une référence particulière à la région latino-américaine, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en janvier-juin 2012, en Espagne;
- Séminaire sur le développement des énergies durables et renouvelables, le 20 mai 2013, à Madrid;
- Table Ronde sur l'éducation, l'alimentation et la santé, organisée en collaboration avec l'UNESCO, le 5 novembre 2015, à Madrid.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, l'organisation a participé à nombreux événements organisés en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'UNESCO et le Pacte mondial des Nations Unies sur les thèmes suivants : droits de l'homme, immigration et réfugiés, développement durable et sécurité routière.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec l'UNESCO et s'est engagée dans la mise sur pied du Département pour la protection du patrimoine mondial de l'UNESCO, le 7 novembre 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation s'est concentrée sur la réalisation des objectifs suivants :

Objectifs 1, 4 et 5: Contribuer économiquement avec Médecins sans frontières (MSF) et l'UNICEF pour nourrir les enfants et les jeunes souffrant de malnutrition dans les pays en développement d'Asie;

Objectifs 2, 5 et 6 : Organiser plusieurs réunions ciblées sur l'éducation des enfants et de leurs mères;

Objectif 7 : Soutenir les efforts en vue de la mise en place de politiques énergétiques durables.

3. Iraqi Development Organization

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Iraqi Development Organization (IDO) a été créée en 2008 pour sensibiliser la société iraquienne à des questions concernant l'éducation, la santé physique et psychique, les droits de l'homme et la protection sociale.

Objectifs et mission

Les principales activités menées par l'IDO sont l'organisation d'ateliers d'artisanat féminin et la mise en place d'un centre de traumatologie et de consultation, d'un centre de prise en charge de l'autisme, d'un fonds pour les orphelins, d'un programme en faveur des personnes handicapées et d'un centre de physiothérapie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IDO, en collaboration avec la Fondation Alridha, a présenté des déclarations écrites conjointes et fait des interventions orales à la trentième session du Conseil des droits de l'homme, tenue en septembre 2015, en mettant l'accent sur l'intervention armée de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen. L'IDO a plaidé en faveur des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), y compris le Yémen, en intervenant lors de différentes sessions du Conseil des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Outre sa participation à la trentième session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2015, l'IDO a également assisté à la quatorzième session du Comité des droits des personnes handicapées, qui s'est déroulée à Genève (Suisse) du 25 au 28 août 2015. Des représentants de l'organisation se sont également entretenus, le 30 janvier 2013 à Bagdad, avec des responsables de la Mission d'assistance des

Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour discuter de questions d'intérêt mutuel.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IDO coopère régulièrement avec le Secrétariat de l'ONU et avec des organismes des Nations Unies dans le cadre du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IDO appuie les objectifs du Millénaire pour le développement en encourageant le développement, l'éducation, la réadaptation des populations vulnérables d'Iraq et l'appui à celles-ci, en particulier les personnes ayant des difficultés d'apprentissage, souffrant de handicaps physiques ou orphelines de l'un ou des deux parents.

4. Institut iranien des femmes islamiques

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'Institut iranien des femmes islamiques contribue au développement socioculturel durable aux niveaux national, régional et international. Il collabore avec des organisations non gouvernementales telles que l'Association for Human Rights and Solidarity with Oppressed People (MAZLUMDER) ou le centre pour le Cachemire de la Commission internationale des droits de l'homme pour la réalisation de ses objectifs.

Objectifs et mission

L'organisation vise à promouvoir les objectifs de développement en produisant de meilleures ressources humaines grâce à une sensibilisation accrue du public; en sensibilisant aux droits sociaux et économiques dans le cadre des droits de l'homme; en préconisant la lutte contre la pauvreté et contre la discrimination des groupes vulnérables de la société, et en appuyant les questions liées à l'aménagement de l'environnement. Elle accueille également des ateliers de renforcement des capacités à l'intention des membres de la communauté, notamment les jeunes et les femmes, en dispensant une formation sur les droits inhérents à la citoyenneté; les droits civils; la justice, la santé, la propriété et le droit international; la prévention des troubles de dépendance, la réduction de la pauvreté, l'utilisation des médias, la religion, le contrôle de la démographie, la prévention des violations, la protection de l'environnement et la procréation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a favorisé les activités des Nations Unies dans le cadre de toute une série de réunions, de stages de formation et d'ateliers de renforcement des

capacités consacrés à des questions concernant les droits de l'homme, les procédures d'enquête, le droit civil et pénal, et les droits des femmes, des enfants et des jeunes au niveau national. En 2012, elle a organisé un atelier sur le droit à l'éducation et à la préparation à la vie active ainsi que, en 2013, une campagne de lutte contre la pollution atmosphérique ciblant des spécialistes des médias et des militants. Elle s'est également engagée dans un large éventail d'activités visant à autonomiser les collectivités locales afin d'empêcher la chasse d'espèces menacées d'extinction et de soutenir les ménages dirigés par une femme en mettant sur pied des entreprises de production de vêtements. L'organisation a participé à des réunions régionales en Afghanistan et au Tadjikistan, et publie des revues mensuelles depuis 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 4 au 15 mars 2013 à New York, et organisé une table ronde sur la promotion des femmes iraniennes et sur les difficultés qu'elles rencontrent. Elle a également participé aux préparatifs de la cinquante-huitième session de la Commission, tenue du 10 au 21 mars 2014, et a fait des déclarations orales lors de manifestations importantes, notamment celles encourageant la participation des femmes dans les pays en développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2003, l'organisation collabore avec le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pas de coopération à signaler.

5. Joan B Kroc Institute for Peace and Justice

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Joan B Kroc Institute for Peace and Justice (IPJ), créé en 2000 à la « Kroc School of Peace Studies » de l'Université de San Diego encourage la paix, cultive la justice et crée un monde plus sûr en œuvrant à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de conflit armé ou victimes de violations des droits de l'homme en Asie, en Afrique et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Objectifs et mission

L'objectif de l'IPJ est d'aider à la transition et au relèvement après un conflit et de faciliter la collaboration entre les responsables gouvernementaux, la société civile et les groupes de sécurité. L'IPJ organise des ateliers et des dialogues, et offre des cadres destinés à la promotion de techniques de consolidation de la paix.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre de son programme WorldLink pour les jeunes, l'IPJ a coparrainé des manifestations marquant la Journée internationale de la fille en 2014 et l'atelier pour jeunes « L'ONU mise en scène » en 2015. L'IPJ célèbre la Journée internationale de la femme en organisant des petits déjeuners annuels à San Diego (Californie) afin de reconnaître la contribution des femmes à l'élimination de la discrimination et à l'égalité et de faire connaître les conclusions de la Commission de la condition de la femme. Les thèmes des petits déjeuners annuels étaient les suivants :

- « Connecter, créer, célébrer », 14 mars 2012;
- « Prévention de la violence à l'égard des femmes », 13 mars 2013;
- « Voix du futur », 20 mars 2014;et
- « Beijing, vingt ans après : filles autonomes, humanité habilitée », 18 mars 2015.

L'IPJ a également célébré la Journée des droits de l'homme en examinant les thèmes suivants :

- « Les droits de l'homme devraient-ils prévaloir sur la paix? Le cas de la Colombie, » octobre 2012;
- « Drones, droit international et guerre perpétuelle : l'avenir de la politique américaine, » octobre 2013
- « De la ligne de front : les difficultés pour accéder à la vérité, » janvier 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IPJ a activement participé à des réunions des Nations Unies, notamment aux cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme, et coparrainé un certain nombre de manifestations parallèles tenues entre 2013 et 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec ONU-Femmes, l'IPJ a organisé deux conférences internationales intitulées « Faire tomber les barrières pour réaliser la sécurité, la justice et la paix » en 2012, et "Défier l'extrémisme : prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la lutte contre la violence religieuse", en 2014. Il a collaboré avec plusieurs organismes des Nations Unies, notamment le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques, l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et assure la liaison avec divers responsables, y compris les rapporteurs spéciaux.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

6. Krityanand UNESCO Club Jamshedpur

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Krityanand UNESCO Club Jamshedpur (KNUC) est une organisation non gouvernementale qui s'emploie à sensibiliser le public aux questions de développement mondial et à appuyer les activités des Nations Unies.

Objectifs et mission

Cette organisation s'efforce de contribuer au développement socio-économique des collectivités et de répondre à l'évolution des réalités sociales en cultivant et appliquant des connaissances et en prenant des initiatives pour édifier des sociétés durables qui favorisent et protègent l'égalité, la justice sociale et les droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation KNUC a soumis des déclarations écrites à deux débats de haut niveau du Conseil économique et social qui se sont tenus du 1^{er} au 4 juillet 2013 à Genève (Suisse) et du 6 au 10 juillet 2015 à New York. Elle a également présenté des déclarations aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York du 10 au 21 mars 2014 et du 9 au 20 mars 2015 respectivement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation KNUC a signé, le 28 février 2013, des déclarations avec d'autres organisations non gouvernementales à l'appui du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, organisé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Elle a également signé une lettre conjointe de la société civile appelant l'Inde et les pays africains à débattre de questions de développement et a présenté ses conclusions à la dixième Conférence ministérielle organisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 19 décembre 2015 à Nairobi.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation KNUC a appuyé l'objectif 3 du Millénaire pour le développement en promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a également contribué à la réalisation des objectifs 4 et 5 en fournissant des informations sur les soins nutritionnels pour les enfants et sur les soins prénatals pour les mères dans le cadre de son projet de développement rural durable, en 2014.

7. Conseil des jeunes congolais de l'étranger

Statut consultatif spécial: 2012

Introduction

Le Conseil des jeunes congolais de l'étranger (CJCE) a pour but de promouvoir la sensibilisation aux questions liées aux droits de l'homme dans la société africaine.

Objectifs

Le CJCE travaille dans le domaine des questions humanitaires et de développement socioéconomique en République démocratique du Congo. Plus précisément, l'organisation s'engage à promouvoir l'intégration des Congolais suisses et d'autres ressortissants étrangers dans la société, à lutter contre le racisme sous toutes ses formes, à mettre en place un partenariat mondial pour le développement durable et à assurer l'éducation primaire universelle.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

8. Liberian United Youth for Community Safety and Development

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

La Liberian United Youth for Community Safety and Development (LUYCSD) s'emploie à fournir des services durables aux femmes et aux enfants et à venir en aide aux personnes souffrant de maladies chroniques ou d'un handicap.

Objectifs et mission

La LUYCSD fournit des services durables aux femmes, aux enfants, aux jeunes et aux personnes souffrant de maladies chroniques ou d'un handicap dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la consolidation de la paix - notamment dans le cadre de programmes de microfinancement destinés aux veuves touchées par la guerre - ainsi que des conseils aux victimes du VIH/sida et d'autres maladies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis l'épidémie d'Ebola au Libéria, la LUYCSD a mis en œuvre divers projets au sein de la communauté portant, notamment, sur :

- L'appui aux activités de sensibilisations à l'épidémie d'Ebola;
- La lutte contre la stigmatisation des survivants ou orphelins de l'Ebola et des familles placées en quarantaine et la lutte contre la discrimination à leur égard, et la fourniture de conseils aux survivants et orphelins;
- L'initiation d'un dialogue communautaire pour le règlement des différends et la promotion de la coexistence pacifique;
- L'organisation d'ateliers et de stages de formation destinés aux organisations de la société civile, groupes de jeunes, organisations de femmes et parties prenantes sur la stigmatisation et la discrimination en vue de la protection des patients;
- La promotion de la détection et du traitement rapides des malades d'Ebola afin de réduire les taux de mortalité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La LUYCSD a participé aux réunions suivantes à New York :

- Cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 9 au 20 mars 2015;
- Quarante-huitième session de la Commission de la population et du développement, tenue du 16 mars au 2 avril 2015;
- Quatorzième session du Comité d'experts de l'administration publique, tenue du 20 au 24 avril 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement en menant des activités de sensibilisation à l'Ebola au sein des collectivités; en fournissant des conseils aux survivants et orphelins; en luttant contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des survivants, orphelins et familles placées en quarantaine, et en créant des espaces de dialogue communautaire pour régler les différends et promouvoir la coexistence pacifique.

9. Mahila Dakshata Samiti

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'organisation Mahila Dakshata Samiti (MDS) se consacre à la vigilance et la lutte contre les pratiques liées à la dot, l'injustice et les atrocités qui touchent les femmes et les enfants. Elle s'emploie à améliorer la condition de la femme et collabore étroitement avec d'autres organisations, notamment la Commission nationale de la femme, la Cellule de lutte contre la criminalité à l'égard des femmes, des centres d'aide juridictionnelle gratuite, le Conseil d'assistance sociale et le Ministère de la femme et de l'enfant.

Objectifs et mission

La MDS joue un rôle essentiel dans la promotion de la femme en Inde à travers l'action de ses antennes nationales et étrangères. Elle vise à autonomiser les femmes dans les domaines politique, économique, social et culturel en fournissant des services de soutien psychologique; en offrant gracieusement aux pauvres un hébergement temporaire, une aide juridictionnelle et des soins de santé, et en organisant des séminaires ou ateliers sur des questions liées aux besoins éducatifs et médicaux des femmes et des enfants. La modification de plusieurs lois sur la protection de la femme et la lutte contre la dot, le viol, le fœticide des filles et la violence familiale ainsi que sur l'octroi aux femmes de 33 % des aides est attribuable aux efforts considérables déployés par cette organisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La MDS organise régulièrement des manifestations en parallèle des sessions de la Commission de la condition de la femme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La MDS participe régulièrement à des réunions organisées par les Nations Unies. Elle a participé au Sommet sur le développement durable, tenu à New York

du 25 au 27 septembre 2015. Elle a également participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme pendant la période considérée dans le rapport et pris une part active à des réunions relatives à Beijing +20.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La MDS a participé au Forum de la société civile de la région Asie-Pacifique sur le développement durable, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) le 14 novembre 2014 à Bangkok, où elle a organisé une manifestation parallèle sur le renforcement des mécanismes de responsabilisation. Elle a également collaboré avec ONU-Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur le traitement des questions d'égalité des sexes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

10. Major Alliance Education Centre

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Le Major Alliance Education Centre (MAEC) est une organisation régionale basée en Tanzanie qui œuvre à promouvoir l'autonomisation des femmes et à aider les groupes vulnérables à lutter contre l'épidémie du VIH/sida et contre la toxicomanie.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectifs :

- De faire connaître aux membres de la collectivité les droits des enfants et des jeunes;
- De promouvoir le droit de tout enfant à l'éducation préscolaire;
- De promouvoir des activités en faveur des groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes, pour aider ceux-ci à lutter contre la faim et la pauvreté;
- De mobiliser la collectivité pour qu'elle lutte contre des pandémies telles que le VIH/sida et contre la toxicomanie;
- De promouvoir l'égalité des sexes et les droits de l'homme en faveur des groupes vulnérables de la collectivité, notamment les orphelins et les femmes.

Changements à signaler

En 2013, le MAEC a réformé son cadre organique pour permettre au Conseil d'administration de se charger de l'administration dont s'occupe le directeur exécutif.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le MAEC contribue aux activités des Nations Unies en préconisant, pour chaque enfant, le développement intégral de ses aptitudes l'épanouissement de sa personnalité et le sens des responsabilités morales et sociales, conformément aux articles 28 et 29 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Elle a offert des fournitures scolaires à 950 enfants d'écoles primaires et secondaires, notamment du matériel didactique, et déboursé des frais de scolarité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le MAEC a coopéré avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour venir en aide aux victimes de la traite des êtres humains.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En appui des objectifs du Millénaire pour le développement, le MAEC s'est employé, en priorité, à promouvoir la cause des femmes et des enfants. La mise sur pied du « Child Young Mothers Tutoring Program »; l'organisation d'une formation à l'intention des jeunes sur l'autonomie fonctionnelle et d'une campagne de lutte contre le VIH/sida; la lutte contre la toxicomanie, et la fourniture d'un soutien psychologique, sont autant d'activités importantes menées dans ce contexte.

11. Centre international MATCH

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Centre international MATCH fournit un financement direct aux innovations sociales entreprises à l'initiative de femmes qui contribuent à promouvoir les droits de la femme tout en appuyant les besoins structurels des organisations de promotion de la femme. Basé à Ottawa, le Centre collabore avec des institutions sises en Asie, en Amérique latine, en Afrique et en Océanie.

Objectifs et mission

Le Centre considère la question des droits et de l'autonomisation des femmes comme essentielle au développement effectif et durable des pays du Sud. Grâce à une collaboration, à un apprentissage et à une action effectifs et stratégiques, il investit dans les innovations dirigées par des femmes pour améliorer durablement la situation des droits de la femme et de l'égalité des sexes dans le monde. Outre un appui financier, il assure un renforcement des capacités, un mentorat, un apprentissage par les pairs et un accès aux connaissances spécialisées requises pour intensifier les innovations et en renforcer.

Changements à signaler

En 2010, le Centre s'est réinventé comme seul fonds international du Canada pour les femmes, sous le nom de « Match International Women's Fund », et s'est réorienté vers l'appui aux initiatives innovantes dans le domaine des droits des femmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre international MATCH soutient les organisations des droits des femmes du monde entier contribuant à la défense des droits de la femme et à l'égalité des sexes. Le Centre assure également à un tiers de ses partenaires un renforcement des capacités des entrepreneurs et innovateurs sociaux dans le cadre d'un programme de mentorat utilisant des webinaires et d'autres outils en ligne permettant d'encourager les initiatives novatrices. En 2014 et 2015, il a appuyé 20 organisations soutenant des idées novatrices, dont le Fonds pour les femmes congolaises et l'Urgent Action Fund for Women's Human Rights.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre international MATCH participe activement aux travaux d'organisations et de réseaux parallèles qui soutiennent les activités des Nations Unies au Canada. Le Centre est un membre actif du Réseau Femmes, paix et sécurité du Canada, faisceau d'organisations qui favorise et surveille les efforts entrepris par le Gouvernement canadien pour appliquer et appuyer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités du Centre sont orientées vers la réalisation de l'objectif 3 du Millénaire pour le développement; à ce titre, notamment, il alloue des subventions souples aux organisations de défense des droits des femmes dans le monde et participe aux célébrations de la Journée internationale de la femme ou assure leur organisation.

12. New Future Foundation**Statut consultatif spécial : 2008****Introduction**

La New Future Foundation (NFF) est une organisation à but non lucratif qui a pour mission de faciliter le développement socioéconomique national et international, la sensibilisation de la collectivité, l'éducation et la santé.

Objectifs et mission

La NFF cherche à faciliter le développement socioéconomique national et international en organisant des activités ludiques, éducatives ou culturelles, en

traitant des questions de santé, et en mettant sur pied des programmes d'alphabétisation des jeunes femmes, de plaidoyer et de sensibilisation. L'organisation table sur l'autonomisation des femmes pour étendre leur participation dans les différentes couches de la société afin de réduire les disparités entre les sexes en matière de représentation politique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La NFF a récemment lancé le Programme sur le réseau d'information et de sensibilisation de la collectivité sur les Nations Unies, qui vise à faciliter le développement économique et social en associant les entreprises et les dirigeants du monde entier partageant des objectifs similaires ou complémentaires à ceux des Nations Unies. Le principal objectif de l'organisation est de réduire les disparités entre collectivités locales et communauté internationale ainsi que de combler le fossé entre générations. En 2014, le programme de stages de la NFF a apporté un appui à six stagiaires provenant de divers milieux universitaires et travaillant sur des questions concernant les Nations Unies. La NFF a également organisé une manifestation en marge de la soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue du 27 au 29 août 2014 à New York. Elle a mis en œuvre des programmes destinés aux femmes pauvres ou autochtones, aux migrants et à d'autres groupes vulnérables afin de leur donner accès à des soins de santé appropriés et collabore avec des donateurs pour assurer les capacités des refuges accueillant les femmes victimes de violences.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La NFF a participé, en présentant des déclarations orales et écrites, à un certain nombre de manifestations organisées par le Conseil économique et social, ses commissions techniques et d'autres organes subsidiaires, notamment à des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, aux sessions ordinaires du Comité chargé des organisations non gouvernementales, de la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme ou de la Commission de la population et du développement, à la session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à des consultations officielles consacrées au document final de Rio +20, à des sessions de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, aux travaux du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et aux débats de l'Assemblée générale tenus dans le cadre des préparatifs du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015. L'organisation a également coparrainé plusieurs manifestations organisées en marge des réunions organisées par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et contribue régulièrement aux réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La NFF a collaboré avec ONU-Femmes à l'occasion de la Journée internationale de la femme et a lancé une campagne mondiale sur le thème

« L'autonomisation des femmes égale l'autonomisation de l'humanité » marquant la célébration, le 26 juin 2014 à New York, du vingtième anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing. La NFF a également engagé un dialogue et élaboré des plans d'action avec les organisations régionales et les États Membres suivants : l'Afrique du Sud, le Bangladesh, Haïti, la Jamaïque, le Mali, le Nigéria, le Sénégal, la République-Unie de Tanzanie, la Turquie et l'Union africaine. Elle coopère régulièrement avec des entités du Secrétariat de l'ONU, notamment le Département des affaires économiques et sociales, le Département des affaires publiques, le Département des opérations de maintien de la paix et des organismes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et ONU-Femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation s'est employée à :

Objectif 1 : Fournir des revenus et des ressources de croissance équitable aux femmes rurales et aux agriculteurs afin de les extraire de la pauvreté. La NFF a noué un partenariat avec l'organisation non gouvernementale Integrated Pastoralist Assistance and Development de Marsabit (Kenya) chargée de faire progresser l'initiative Eau, Assainissement, Hygiène pour tous (WASH) dans la région kényane de Forole;

Objectif 2 : Dispenser un enseignement primaire et offrir des fournitures scolaires; organiser une formation professionnelle des jeunes porteuse de changement; enseigner l'anglais comme deuxième langue, et faciliter les programmes d'échange et les bourses d'études;

Objectif 3 : Mettre en place des banques de compétences et créer des débouchés commerciaux pour les femmes par le biais de microcrédits, et organiser des stages de formation destinés à promouvoir les petites et moyennes entreprises.

13. Nigeria-Togo Association

Statut consultatif spécial: 2008

Introduction

La Nigeria-Togo Association a été créée pour répondre aux aspirations socioéconomiques et culturelles des populations de la sous-région ouest-africaine.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont les suivants: promouvoir la paix; améliorer le bien-être du peuple; lutter pour éliminer la pauvreté; lutter contre la traite des personnes, et promouvoir les liens économiques et culturels entre les pays de la sous-région.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En collaboration avec le Gouvernement, un atelier intitulé « Catch them young/Prenez-les, jeunes » a été organisé à Lagos (Nigeria) du 10 au 13 novembre 2015. L'objectif principal de cet atelier était d'encourager les jeunes du Nigéria, du Bénin et du Togo à s'intéresser à l'agriculture. Les gouvernements des trois pays ont mis en place des initiatives visant à promouvoir l'intensification des programmes de développement agricole dans ces pays. L'organisation continue sa lutte contre des maladies telles que le VIH/sida, la fièvre de Lassa, le paludisme et la fièvre typhoïde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a des accords de travail avec le Centre d'information des Nations Unies à Lagos (Nigéria).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation s'est employée à :

- Militer contre l'abattage des arbres afin de préserver la faune et la flore et les espèces animales;
- Orienter des jeunes vers des spécialités devant leur permettre d'acquérir les compétences requises pour contribuer au développement;
- Doter les centres de santé de zones rurales de médicaments nécessaires;
- Appeler les gouvernements à engager des fonds pour le développement des infrastructures rurales;
- Promouvoir l'investissement privé dans l'éducation des enfants.

14. Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre

Statut consultatif spécial: 2012

Introduction

L'Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre (OCPA) contribue à la lutte contre la déforestation et les feux de forêt. Elle effectue la recherche sur les essences forestières en voie de disparition.

Objectifs

Ses principales missions sont décrites ci-dessous :

- Sensibilisation à la conservation des forêts naturelles et formation en arboriculture;
- Classement et gestion des essences forestières en voie de disparition;

- Assistance technique sur la gestion des forêts communautaires;
- Collecte et sélection des semences et recherche de nouvelles essences forestières;
- Régénération des forêts et reboisement des espaces urbains.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'OCPA collabore avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Cameroun et en Allemagne dans le domaine de la mise en valeur, de la préservation et de la protection des forêts. Les représentants du PNUD ont assuré une formation sur les programmes intégrés d'adaptation aux changements climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation mène des activités, dans le secteur forestier, qui consistent à former les riverains à la gestion de leurs forêts, à proposer au Gouvernement des projets d'infrastructures sociales pour le bien-être des collectivités et à faire appel aux organisations internationales pour qu'elles offrent leurs connaissances spécialisées dans la certification forestière.

15. Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Organisation technique européenne du pneumatique et de la jante représente les grands fabricants de pneumatiques, de jantes et de vannes situés en Europe.

Objectifs et mission

L'organisation poursuit les objectifs suivants :

- Créer un organisme compétent en Europe chargé de traiter des aspects techniques des pneus, des pneus solides, des jantes et des valves des fabricants concernés;

- Définir des éléments d'ingénierie communs, les caractéristiques charge/pression et leurs tolérances, et des directives opérationnelles afin d'aboutir à l'interchangeabilité des pneumatiques;
- Contribuer et participer à l'élaboration d'une législation technique relative aux pneumatiques, aux jantes et aux valves.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue aux activités de la Commission économique pour l'Europe (CEE), par le truchement du son Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules de la Commission et de leurs rapporteurs, pour améliorer la sécurité routière dans le monde en vue de la réalisation des objectifs de la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 et harmoniser les essais sur les pneumatiques de manière à en assurer la conformité avec le règlement technique mondial (RTM).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Entre 2012 et 2015, des représentants de l'organisation ont participé aux réunions ci-après organisées par la CEE à Genève :

- Cinquante-sixième à cinquante-neuvième sessions du Groupe de travail du bruit;
- Soixante-treizième à quatre-vingt-unième sessions du Groupe de travail en matière de roulement et de freinage;
- Cent cinquante-huitième à cent soixante-huitième sessions du Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2012, l'organisation a présenté trente-six documents de travail au Groupe de travail en matière de roulement et de freinage et cinq documents de travail au Groupe de travail du bruit, dans lesquels il a proposé des améliorations et des modifications de règlements existants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans la poursuite de ses objectifs, l'organisation appuie la teneur au paragraphe 27 du document intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », qui préconise l'adoption de politiques visant à renforcer les systèmes de transport viables.